

PACA : élections et revendications chez Energies.Bât

Par CNT Solidarité Ouvrière Bouches-du-Rhône

La CNT Solidarité Ouvrière a obtenu la représentativité suite aux élections professionnelles organisées, le 15 janvier 2014, au sein de la coopérative de bâtiment Energies.Bât, basée à Marseille et active sur la région PACA. Cette Coopérative d'Activité et d'Emploi (forme de SCOP), filiale du groupe Energies.Alternative, regroupe des « entrepreneurs salariés » ainsi que quelques salariés permanents.

Depuis l'automne, cette coopérative se réclamant de « l'économie sociale et solidaire » a connu une mobilisation de ses salariés protestant contre le licenciement de salariés permanents ou revendiquant le contrôle de la trésorerie, l'accès au sociétariat de la SCOP, le remboursement des frais et achats liés à l'activité de chaque entrepreneur salarié, une aide à la formation, le paiement des salaires dans les temps...

Fruit de cette lutte collective, les sections syndicales CGT et CNT Solidarité Ouvrière, à l'initiative de l'organisation de ces premières élections dans le groupe Energies.Alternatives, avait décidé de présenter une liste commune. Celle-ci a recueilli l'intégralité des suffrages exprimés, leur permettant d'obtenir un poste de Délégué du Personnel ainsi qu'un DP suppléant. Les deux organisations sont désormais représentatives dans l'entreprise.

Au delà d'un appui syndical aux salariés, les sections syndicales s'engagent à continuer de porter les revendications collectives exprimées depuis l'automne, lutter contre le turn-over incessant des salariés permanents et porter un véritable esprit coopératif et collectif dans l'entreprise. A suivre...

Ville de Paris patron voyou !

Par CNT Solidarité Ouvrière / Syndicat des travailleurs de la santé, du social et de l'éducation de la région parisienne

De nombreux animateurs et animatrices exerçant dans les écoles primaires de Paris n'ont pas perçu leur salaire depuis la rentrée scolaire de septembre 2013 ou de manière très partielle.

Cette situation entraîne pour eux des préjudices graves : absence de justificatif de salaire pour postuler à un logement, blocage de carte bancaire, non-paiement des loyers, assortis des pénalités financières habituelles. Des cas de dépressions ont été signalés.

Le dysfonctionnement proviendrait d'un « problème informatique » mais découle en réalité de l'absence d'anticipation de la réorganisation due aux nouveaux rythmes scolaires.

Cette situation est inacceptable ! Le salaire est la contrepartie du travail fourni et l'employeur ne peut se soustraire à cette obligation, pour quelque motif que ce soit.

La Syndicat CNT Solidarité Ouvrière des Travailleurs de l'Éducation de la région parisienne a saisi de ce problème les services de la DASSCO, le Maire de Paris et sa première adjointe, candidate à sa succession.

- Paiement immédiat des salaires pour tous !
- Reconnaissance professionnelle
- Création d'un véritable statut des animateurs !

Paris, Janvier 2014



Semaine d'action payante pour les salariés de TFN-Propreté Sud-est

Par CNT Solidarité Ouvrière Rhône Alpes

Les salariés de TFN PROPRETE SUD EST, sous-traitant du Nettoyage, se sont largement mobilisés du 30 novembre au 06 décembre, sur les différents chantiers lyonnais de l'entreprise. Débutée le 30 novembre par un rassemblement organisée dans le centre commercial Confluence, cette semaine d'action s'est poursuivie par d'autres rassemblements, devant l'usine Bosch de Vénissieux le 02 décembre puis devant le siège de KEOLIS le 04 décembre. Elle s'est achevée le 06 décembre par une grève massive des nettoyeurs du réseau tramway et métro de KEOLIS. Une quarantaine de salariés a participé au mouvement soit de 95 à 100% des équipes des « lots » de TFN sur le réseau TCL.

Les raisons du ras-le-bol sont nombreuses : contrats de travail précaires, salaires de misère, conditions de travail déplorables, droits syndicaux et sociaux bafoués, dignité piétinée, mépris de l'encadrement. Cette société aux mains d'un patronat "de combat" a bâti son empire par une politique commerciale agressive et un management qui l'est tout autant. Cette gestion autoritaire des « ressources humaines » a des répercussions désastreuses sur l'état de santé des agents de nettoyage.

Face à ces pratiques d'un autre âge, nous avons clairement mis devant leurs responsabilités sociales les entreprises utilisatrices : UNIBAIL pour le centre commercial Confluence, Bosh ou KEOLIS. A chaque fois nous avons été reçu par des représentants de ces entreprises.

Cette semaine d'action est une réussite dans la mesure où les salariés se coordonnent pour lutter au delà de leur propre chantier, limite habituelle des luttes dans notre secteur d'activité. Des CDD abusifs dénoncés par le syndicat vont être régularisés, des sanctions infligées à des salariés sont levées. TFN FRANCE entame des négociations et commence à céder sur les droits du syndicat.

Les salariés et syndiqués de la CNT Solidarité Ouvrière restent vigilants et mobilisés pour que les engagements pris soient tenus. De multiples recours devant différentes juridictions (conseil des prud'hommes, tribunal des affaires de la sécurité sociale et tribunal correctionnel) restent toujours d'actualité.

Représentativité confirmée chez ASP (groupe 3S)

Depuis plus de dix ans, la CNT est représentative au sein de la société de nettoyage ASP, sous-traitante d'Aéroport de Paris, à Roissy.

Grâce à une équipe syndicale soudée, malgré les attaques et la discrimination contre les militants du Syndicat du Nettoyage, la CNT-Solidarité ouvrière obtient 11,25 % des voix des 75 votants, tous collègues confondus, pour l'élection de la délégation unique du personnel.

CNT-Solidarité Ouvrière

contact@cnt-so.org

www.cnt-so.org



SOLIDARITÉ



TFN



OUVRIÈRE



N°10

Crise du capitalisme et fausses contestations.

★
ÉDITO

On faisait mine de l'oublier : La planète est parcourue de grèves, d'émeutes et de révolutions réprimées par les militaires ou les syndicats institutionnels et récupérées par les religieux, mais ici aussi, on ferme des entreprises, jetant à la rue des milliers d'ouvriers et d'employés. Ici aussi on rogne sur les retraites, les salaires, les avantages acquis. Ici aussi on souffre au travail quand on en a et on perd sa vie à la gagner. Ici aussi on est inquiet pour l'avenir.

L'inquiétude est là, diffuse, envahissante.

On sent bien, sans trop se l'expliquer, que « ça ne pourra pas durer comme ça éternellement. » Qu'on ne pourra pas continuer à détruire la nature à ce rythme-là, que le réchauffement climatique finira bien par prendre des allures de cataclysme. Qu'on ne pourra pas continuer à distribuer d'un côté des milliards de dollars aux banquiers et aux industriels tandis que de l'autre le nombre des chômeurs, des pauvres, des misérables ne cessera de croître. Tout cela, au fond, on le sait. Mais le capitalisme a réussi, jusqu'ici, à briser tout élan collectif qui le menacerait. Il a réussi, au moins en partie, à imposer

l'individualisme, le chacun pour soi, la débrouille individuelle.

Jusqu'ici. Et en partie.

Parce que le sens du collectif est tenace, comme est tenace le sentiment de solidarité qui nous relie à nos frères humains, comme est tenace notre désir de vivre et non plus de survivre. Comme est tenace cette volonté de lutter pour une autre vie.

Mais comment lutter ? Pour quel autre futur ?

Le souvenir est encore frais des horreurs de l'Union soviétique et de son soi-disant « communisme. » Est-ce cela que vous voulez ? entend-on souvent dire. Un Etat totalitaire ? Les queues devant les magasins ? Les camps de concentration ? Et on nous susurre, charitablement, d'accepter notre vie actuelle, parce que tout changement ne pourrait mener qu'au totalitarisme. Mais cela ne suffit pas, il faut aussi mettre en scène...

Les fausses contestations.

Cette inquiétude, ces colères, ces révoltes, il importe qu'elles n'aillent pas à la racine des choses, jusqu'à la remise en cause du capitalisme, vers l'invention d'un nouveau mode de vie où l'humanité maîtriserait enfin ses activités et son destin. Il importe pour les classes dominantes de dévier ces colères soit

vers des gens ou des groupes de gens désignés comme responsables de tous les malheurs du monde, soit de proposer des solutions totalement irréalistes mais qui auront l'avantage de ne menacer en rien le système capitaliste.

A droite : les benêts rouges.

Exaspérés par la mise en place d'un nouvel impôt, l'écotaxe (d'ailleurs créée par le précédent gouvernement, celui de Sarkozy), des milliers de Bretons, coiffés de bonnets rouges censés rappeler une fronde antifiscale à l'époque de Louis XIV, se sont mis à barrer les routes et à s'affronter avec la police. Curieuses manifestations où l'on voyait défiler ensemble exploités et exploités, patrons ravis et ouvriers couillonés, indépendantistes bretons, politiciens de droite et de gauche.

Mais sous le bonnet rouge, les têtes creuses songeaient surtout au rassemblement bleu Marine et à la perspective de voir une mini Mussolini s'en prendre enfin aux responsables de tous leurs malheurs : les immigrés. Ces pelés, ces galeux, tous plus ou moins islamistes et terroristes. Et souvent noirs de peau, ce qui n'arrange rien. Nul doute qu'une fois renvoyés chez eux, la France éternelle et gauloise retrouvera la joie et le plein emploi !

(suite page 2)





Crise du capitalisme et fausses contestations.

(suite de la page 1)

À gauche, c'est la faute à la finance.

Au Front national et à toute sa cohorte de nostalgiques du pétainisme s'opposent, croit-on, tous ceux qui tiennent à peu près le même discours : la finance a tout cannibalisé, elle joue au monopoly sur la scène mondiale et réduit à la misère des millions de malheureux travailleurs. D'après eux, ce « capitalisme financier » dominerait le « capitalisme productif » et serait sous la coupe d'actionnaires avides qui ruineraient l'économie mondiale et provoquerait chômage de masse et misère grandissante.

Tout cela est malheureusement faux. Les actionnaires ne sont pas plus « avides » aujourd'hui qu'hier, ils l'ont toujours été. Il n'y a pas d'un côté le « capital financier » et de l'autre le « capital productif. » Ce sont là deux formes d'un même rapport social : le capital. Ce qui change, à présent, c'est que le capital a de plus en plus de mal à se valoriser, à produire de la survaleur et qu'il a recours de façon massive à la dette publique. Mais l'endettement n'est que la conséquence de la crise, pas sa cause.

En créant ainsi de la monnaie, le capitalisme ne fait que repousser temporairement une gigantesque crise mondiale qui finira tôt ou tard par éclater, comme éclatent périodiquement les bulles financières, immobilières (Argentine, Chypre, Grèce, etc.)

Faut-il dès lors se résigner ? Accepter le capitalisme ? Se contenter de quelques améliorations, d'ailleurs vite reprises ?

Nous sommes un certain nombre, grandissant, à avoir choisi de nous battre, à penser qu'il faut lutter dès aujourd'hui pour préserver ses droits, en gagner de nouveaux et préparer l'expropriation définitive de nos exploités.

Le syndicalisme est notre arme au quotidien, mais un syndicalisme révolutionnaire, un syndicalisme de combat qui nous unit, nous rassemble aussi bien sur le lieu de travail que dans les quartiers, un syndicalisme qui doit nous permettre de retisser les liens de fraternité et de solidarité que l'égoïsme capitaliste avait tranchés.

La CNT Solidarité Ouvrière est l'une des armes que nous nous sommes donnée.



LA BOURSE DES TRAVAILLEURS

SMIC Depuis le 1er janvier 2014, le smic est à 9,53 €/h. Soit 1 445,38 € brut (pour 151,67 h)

ASS (Allocation de solidarité spécifique) Depuis le 1er janvier, elle est à 16,11 € par jour. Sa majoration passe, quant à elle, à 7,01 €.

ATA (Allocation temporaire d'attente) À partir du 1er janvier elle est à 11,35 €.

AER (Allocation équivalent retraite) et **ATS** (Allocation transitoire de solidarité) À compter du 1er janvier leur montant est de 34,78 € par jour.

RSA Depuis le 1er janvier 2014, il passe à 499 € pour une personne seule et à 749 € pour une personne avec un enfant.

TVA Depuis le 1er janvier 2014, elle passe à 20 %. Le taux intermédiaire passe, lui, de 7 % à 10 %.

ÉLECTRICITÉ Les factures vont augmenter de 2 % à partir du 1er janvier en raison d'une hausse de la contribution au service de l'électricité.

TIMBRE Les plus courants vont augmenter de 3 centimes à partir du 1er janvier.

JUSTICE À compter du 1er janvier, le timbre fiscal de 35 € est supprimé pour toute saisie de la justice.

CAC 40 Augmentation de 15,7 % en 2013.

MÉPRIS AU TRAVAIL... REJOINS TON SYNDICAT



CNT-Solidarité Ouvrière www.cnt-so.org
contact@cnt-so.org

Développement

CarPostal, pour un nouveau syndical

Notre Confédération continue son développement. Après la désignation d'un représentant de la section syndicale (RSS) à Disney, c'est le Syndicat national du rail, du transport et de la logistique qui vient de désigner un RSS au sein de la société CarPostal Riviera à Menton (06). Souhaitons que l'année 2014 permette de confirmer cette tendance et que la CNT-Solidarité ouvrière se renforce, tant géographiquement que dans de nouveaux secteurs professionnels.

Questions à Jean-Antoine, RSS de CarPostal Riviera à Menton

■ Pourquoi une section syndicale à CarPostal Riviera ?

Pendant des années, les syndicats traditionnels CGT, CFDT, FO... n'ont pas hésité à collaborer avec les directions précédentes, par le biais des groupes actionnaires Transdev, Veolia transport et plus récemment, avec le nouveau groupe CarPostal France, filiale du groupe suisse du même nom.

De plus en plus de salariés, lassés de toutes ces tractations douteuses et magouilles diverses, ont essayé d'enrayer le processus en s'affiliant d'abord au syndicat UST-SUD. L'implantation récente de l'UNSA Transport correspond aussi à cette volonté « d'aller voir ailleurs ». Mais le parcours plein d'embûches nécessitant une certaine maîtrise, n'a pas permis une véritable unité de toutes et tous sur des bases réellement syndicales.

Délégué syndical et élu mandaté que l'on favorise, à qui on promet un poste à responsabilité, détournent bien entendu le sens même des syndicats. Parmi le personnel de production, le parallèle est vite fait : maîtrise = direction d'où un sentiment de rejet envers certains élus et délégués syndicaux actuels.

Les revendications de la base sont court-circuitées, entraînant un mécontentement et le sentiment d'impuissance de nombre de salariés devant la dégradation de nos conditions de travail et le blocage des salaires.

Quelques salariés rencontrés, expriment le souhait d'un autre mode de fonctionnement syndical, indépendant des centrales classiques.

L'implantation d'une section CNT-Solidarité Ouvrière doit correspondre à cette attente tant espérée d'un syndicat refusant les compromis et surtout ne signant pas des « chèques en blanc ».

■ Quels sont les problèmes rencontrés dans l'entreprise ?

La sécurité est un problème important. Chaque jour les conducteurs doivent s'armer de patience et de finesse. Par exemple, les arrêts de bus constamment pris d'assaut par des voitures particulières en stationnement, imposent ainsi des descentes et montées hors du trottoir en risquant de provoquer la chute d'usagers ou le risque de se faire renverser par un deux roues dépassant par la droite.

La municipalité UMP donne même des consignes à ses agents de ne pas verbaliser les automobilistes.

Les routes sont devenues dangereuses par la circulation de plus en plus dense avec des temps de parcours inchangés.

Le centre ville n'est qu'un entonnoir où convergent des milliers d'automobilistes et tout cela sous le regard incrédule de nos notables élus.



La course au profit faisant partie de ce paysage, la nécessité de faire tourner deux bus au lieu d'un n'est certainement pas dans les clous de la CARF (communauté d'agglomération de la Riviera France) et encore moins de la direction qui se défait en prétextant qu'elle ne décide ni des horaires ni des parcours. Les usagers subissent le mal des transports collectifs (retards, bus en panne...) qui pourtant sont les plus adaptés en milieu urbain et rural.

Les autres problèmes sont liés directement aux conditions de travail, notamment les services en deux vacations d'où des amplitudes élastiques, parfois de dix à onze heures ; des congés imposés au choix en trompe l'œil, des services où les heures d'attente sont « rabotées » et non payées au nom de la loi, au prétexte que le salarié a pu vaquer à ses occupations personnelles !

De petits acquis disparaissent les uns après les autres comme la ristourne sur la vente des tickets qui permettait d'atteindre une vingtaine d'euros en moyenne par mois, un « badge café » à 7€ mensuels, les tickets restaurants remplacés par les primes de repas basées sur l'accord collectif du transport urbain, à condition de travailler sur des horaires précis.

La prime d'entretien du véhicule ne correspond pas au temps passé pour l'effectuer.

Et quelques autres petites tracasseries qui, mises bout à bout nous livreraient bien des « secrets ».

■ Comment comptez-vous vous développer ?

Nous comptons pratiquer un syndicalisme collectif : démocratie interne et solidarité entre nous tous.

Les salariés sont encore nombreux à attendre qu'une nouvelle équipe syndicale, plus présente prenne le temps de les écouter car ils connaissent bien leurs besoins.

Ils apprécieront l'installation d'une permanence syndicale qui remplira vraiment son rôle de consultation et d'implication des salariés dans les projets les concernant.

Une urgence s'impose : la restauration d'un comité d'entreprise digne de ce nom, car les rafistolages après la démission de deux des quatre titulaires menace de s'effondrer.

Des priorités s'imposent : veiller à la sécurité et aux conditions de travail de toutes et tous, faire aboutir des revendications à la hauteur de nos aspirations et non pas accepter des NAO (négociations annuelles obligatoires) calculées d'avance. Se faire connaître auprès d'autres entreprises et étendre ce projet à d'autres branches d'activité.

A partir de là, notre développement sera pérenne. D'autres questions, d'autres points viendront s'ajouter à ce programme peut-être ambitieux mais nécessaire pour redonner au syndicalisme ce souffle manquant, au moins dans l'entreprise et sa vraie mission de lutte contre toute dérive « mafieuse » de pseudo syndicalistes.

